

**Ukraine - 4ème anniversaire de  
l'annexion de la Crimée et de  
Sébastopol - Déclaration de la  
porte-parole du ministère de  
l'Europe et des affaires étrangères**  
(Paris, 17 mars 2018)

Quatre ans après l'annexion illégale de la République autonome de la Crimée et de Sébastopol, la France reste fermement attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La remise en cause par la force des frontières est contraire au droit international, y compris aux engagements souscrits par la Fédération de Russie. La France ne reconnaît pas l'organisation des élections présidentielles russes en Crimée aujourd'hui.

La France est préoccupée par la militarisation de la péninsule et par la détérioration de la situation des droits de l'Homme, affectant notamment les Tatars de Crimée. Elle condamne les discriminations sur la base de l'appartenance à une communauté ethnique ou religieuse, et en appelle à la libération de toutes les personnes détenues en violation du droit international. La France appelle également à la préservation et à la protection du patrimoine historique et culturel de Crimée.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, se rendra les 22 et 23 mars à Kiev pour s'entretenir avec les autorités ukrainiennes, notamment de la situation en Crimée et dans le Donbass./.